

## FICHE AMENDEMENT

**Proposition d'amendement à l'article 4 de la partie II de la Constitution, relatif à « l'espace de liberté, de sécurité et de justice »**

**Déposée par Monsieur Pierre Lequiller, Président de la Délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale française.**

**Qualité : Membre titulaire**

---

Rédiger cet article ainsi :

*« Article 4 : Mécanisme d'évaluation*

*Sans préjudice des articles [226 à 228] du présent traité, le Conseil peut établir des modalités par lesquelles les Etats membres, en collaboration avec la Commission, procèdent à une évaluation objective et impartiale de la mise en œuvre par les autorités des Etats membres, des politiques de l'Union visées au présent titre.*

*Les systèmes judiciaires des Etats membre font l'objet d'une évaluation indépendante, aux fins de l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions de justice.*

*Lorsque l'évaluation fait apparaître de sérieuses difficultés dans les conditions de mise en œuvre des politiques visées au présent titre, la Commission peut proposer l'adoption de mesures spécifiques visant à y remédier. Ces mesures peuvent prendre la forme d'une suspension temporaire des dispositions applicables en matière de reconnaissance mutuelle des décisions de justice, décidées par le Conseil à la majorité qualifiée. Ces mesures sont maintenues pendant la durée strictement nécessaire et sont levées dès que les difficultés constatées ont disparu. Lorsqu'il est fait application de ces dispositions, le Conseil, sur la base de nouveaux rapports d'évaluation, examine tous les six mois, s'il y a lieu de prolonger les mesures de suspension, dans la perspective d'une levée rapide de celles-ci. »*

---

### **Explication éventuelle :**

Cet amendement a pour objet de mettre en place un mécanisme d'évaluation spécifique de la qualité des systèmes judiciaires des Etats membres, afin de s'assurer que les garanties nécessaires pour la mise en œuvre de ce principe sont présentes et de consolider la confiance mutuelle.

Il introduit également une clause de sauvegarde, permettant une suspension temporaire de la reconnaissance mutuelle en cas de sérieuses difficultés.